

Le travail de jeunesse en Tunisie après la Révolution



Ce programme
est financé
par l'Union européenne



Table des Matières

Synthèse	3
Introduction	4
1. Objectifs de l'étude	6
1.2 Méthodologie	
1.3 Enjeux de l'étude	
2. La situation des jeunes - contexte général	8
2.2 Définition de la jeunesse	
2.3 Démographie	
3. Contexte du travail de jeunesse en Tunisie	9
3.2 Contexte politique	
3.3 Contexte économique et social	
3.4 La participation des femmes	11
4. Contexte éducatif et pédagogique du travail de jeunesse en Tunisie	11
4.2 Le rôle du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Education physique	12
4.3 L'héritage du contrôle étatique	
4.4 Education formelle et non-formelle	13
5. Les défis des travailleurs de jeunesse après la Révolution	15
5.2 Evolutions du cadre législatif	16
6. Exemples de projets en faveur de la jeunesse	18
7. Conclusion	20
Annexes	
Profile du pays	22
Euro-Med, Jeunesse en Action et SALTO	24
Le Programme Euro-Med Jeunesse	
Jeunesse en Action	25
SALTO	26



Ce programme
est financé
par l'Union européenne

**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**

Synthèse



emps

Il est des moments dans l'Histoire où des activités ordinaires prennent une dimension extraordinaire. La révolution de la jeunesse tunisienne en 2011 est l'un de ces moments. Lasse de subir une répression infâme, la jeunesse tunisienne s'est révoltée, initiant ce qu'on a appelé par la suite le Print-Arabe. C'est dans ce contexte que le programme EuroMed Jeunesse a décidé de s'intéresser aux conséquences de ce soulèvement pour les programmes de soutien au travail de jeunesse en Tunisie.

En 2012, la jeunesse tunisienne est confrontée aux mêmes difficultés qu'auparavant : taux de chômage élevé, exclusion et désillusion. On relève cependant des signes d'espoir. Un nouveau cadre légal garantissant la liberté d'association a permis à de nouvelles associations de voir le jour. Ces dernières ont apporté une certaine fraîcheur à la vie associative en Tunisie mais nombre d'organisations se disent incapables de résoudre les énormes problèmes auxquels font face les jeunes des communautés tunisiennes – faute de moyens et de financements.

La culture des jeunes tunisiens se caractérise par les mêmes différences que celles qui divisent la société. Des disparités régionales, un système éducatif à réformer ainsi qu'un marché du travail très restreint sont autant de facteurs qui contribuent aux difficultés que rencontrent les jeunes en Tunisie.

Sur cette toile de fond, la structure du travail de jeunesse en Tunisie est restée largement intacte. Le gouvernement tunisien offre aux jeunes une large palette de services destinés à faciliter leur vie civique, à travers nombre d'institutions. Ces services concernent l'emploi, la formation (formation professionnelle, acquisition de compétences et travail indépendant), la participation et la citoyenneté active ainsi que les loisirs. Tout cela constitue le socle du programme global de la Tunisie pour la jeunesse. Toutefois, on observe des difficultés de coordination entre ces différents services et agences, ce qui entraîne une couverture fragmentée ainsi qu'une ambiguïté et un chevauchement des

responsabilités.

La reconnaissance de ces disparités régionales est l'un des éléments clés pour les organisations de jeunesse et les institutions. Alors que les ONG et les organisations gouvernementales sont bien présentes dans les régions côtières de Tunisie, l'intérieur du pays est négligé depuis longtemps. L'une des réformes prioritaires du travail de jeunesse dans ce pays est donc la décentralisation des moyens budgétaires et la délégation des prérogatives publiques directement aux régions, et ce afin de permettre aux agences de cibler des activités adaptées aux besoins régionaux.

L'éducation formelle, à travers un système éducatif extrêmement centralisé, reste le prisme à travers lequel le gouvernement tunisien appréhende le travail de jeunesse et la participation des jeunes.

L'héritage du contrôle étatique limite encore le nombre d'organismes indépendants susceptibles d'offrir des opportunités en matière d'apprentissage non formel – un domaine que nombre d'experts ont depuis longtemps identifié comme essentiel pour répondre aux besoins des jeunes, notamment le développement des compétences générales indispensables à qui veut s'insérer sur le marché du travail.

Le lien du travail de jeunesse avec le régime déchû, en particulier avec le parti politique RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique) a nui aux activités destinées aux jeunes. Aujourd'hui, les travailleurs de jeunesse reconnaissent l'importance d'être considérés comme des acteurs indépendants - au service de la jeunesse et non de l'Etat. Le centralisme a également induit dans de nombreuses régions un sentiment d'abandon au regard des priorités des programmes visant le travail de jeunesse. En effet, ce qui fonctionne à Tunis ne fonctionne pas nécessairement à l'intérieur du pays. In fine, en partie du fait d'un passé centralisé, le travail de jeunesse en Tunisie peine à toucher les jeunes les plus à risque.

Résoudre ces problèmes criants est l'une des préoccupations majeures du gouvernement tunisien, qui cherche à préserver ce qui a fait ses preuves et à réformer ce qui doit l'être.

Ce programme
est financé
par l'Union européenne



**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**



Introduction

La révolution tunisienne de janvier 2011, au cours de laquelle un soulèvement populaire a chassé un despote du pouvoir, a allumé l'étincelle du Printemps Arabe. Le courage et la non-violence des jeunes tunisiens qui se sont révoltés ont inspiré d'autres mouvements à travers le monde arabe, au cours des événements qualifiés ensuite de "Printemps Arabe".

Dans cette révolution, le rôle de la jeunesse s'est avéré déterminant. En effet, ce n'est pas par hasard qu'un jeune homme instruit mais au chômage, Mohamed Bouazizi, est devenu l'icône de la révolution, sous le régime précédent, incapable de répondre aux attentes de la frange la plus importante de la population. Son suicide - après la saisie par la police des fruits qu'il était venu vendre - a incarné les frustrations de nombreux jeunes Tunisiens.

Toutefois, deux ans après la révolution et avec le premier parlement issu d'élections libres, nombre de problèmes de la jeunesse tunisienne restent d'actua-

*Tunis, 26-06-2012 – Ouverture officielle
« Visite d'étude : le travail de Jeunesse
en Tunisie après la révolution »*



Ce programme
est financé
par l'Union européenne

**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**



lité. La révolution per se, entraînant un ralentissement économique associé aux difficultés économiques de l'Europe, a rendu la Tunisie incapable à ce jour de résoudre les problèmes qui l'ont précisément déclenchée – à savoir le chômage et l'absence de perspectives pour les jeunes. C'est pour lutter contre ce recul qu'en juin 2012, l'unité tunisienne Euro-Med Jeunesse, chargée du programme EuroMed Jeunesse IV, en coopération avec le Centre de ressources Salto-Youth EuroMed, a sillonné la Tunisie. L'objectif était d'étudier la manière dont les associations de jeunesse répondaient aux besoins de cette génération et de voir comment des organisations européennes pourraient contribuer à l'intensification des échanges entre l'Europe et la Tunisie.

Ce rapport est le fruit de cette visite, au cours de laquelle 28 participants de 18 pays européens ont rencontré leurs homologues au Ministère tunisien de la Jeunesse, dans les clubs de jeunes locaux et au sein des organisations de la société civile qui travaillent avec les jeunes, et ce afin de comprendre la situation sur le terrain et d'imaginer de possibles partenariats.



Ce programme
est financé
par l'Union européenne



**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**

1. Objectifs de l'étude

“Le travail de jeunesse en Tunisie après la Révolution” s’intègre dans une nouvelle collection de publications consacrées au travail de jeunesse dans les pays partenaires de la région Euro-Méditerranée (pays dits MEDA). Cette collection vise à soutenir la coopération au sein de la zone EuroMed et à apporter une réflexion en profondeur sur les problèmes et enjeux du travail de jeunesse dans ce contexte euro-méditerranéen.

Les changements intervenus dans la région MEDA ont révélé l’importance d’ouvrir de nouvelles perspectives sur les problématiques auxquelles font face les jeunes, ainsi que le rôle essentiel que joue la jeunesse dans l’instauration de nouvelles dynamiques dans ces pays.

Cette étude a pour objectif de contribuer à la réflexion générale sur le travail de jeunesse en Tunisie après la révolution de 2011 et de fournir de nouveaux outils pour comprendre un paysage en pleine mutation. L’apport spécifique de cette étude consiste en un état des lieux du travail de jeunesse actuellement mené en Tunisie, ainsi que des changements à l’oeuvre en matière de travail et services dédiés aux jeunes, dans le sillage de la révolution. Un accent particulier sera mis sur la manière dont le travail de jeunesse répond aux attentes de la jeunesse en cette période post-révolutionnaire, notamment en matière d’inclusion sociale, d’emploi et de citoyenneté active.

1.2 Méthodologie

La méthodologie de cette étude associe des analyses quantitatives, qualitatives et institutionnelles – l’objectif étant de fournir une analyse du travail de jeunesse fondée sur des réalités économiques et institutionnelles.

L’analyse quantitative de données sur la production économique et la démographie (cf annexe) se fonde sur des sources com-

plémentaires de la Banque Mondiale, de l’Institut National de la Statistique (INS) tunisien ainsi que d’un ensemble de données internationales du U.S. Census Bureau. Les données concernant le développement humain proviennent du Programme des Nations Unies sur l’Indice de Développement Humain (IDH, 2011).

L’analyse qualitative (voir aussi en annexe) a été menée en croisant recherches et entretiens avec des travailleurs de jeunesse et des ONG en Tunisie, en juin et juillet 2012, avec l’appui de l’Unité EuroMed Jeunesse de Tunis.

L’analyse institutionnelle (cf annexe) est étayée par des informations du ministère tunisien de la Jeunesse et des Sports, de l’Observatoire National tunisien de la Jeunesse ainsi que du Bureau des Associations placé auprès du Premier Ministre.

1.3 Enjeux de l'étude

Il est difficile d’analyser les documents sur les nouvelles associations tunisiennes du fait des informations lacunaires recueillies par les agences, officielles ou non. La loi de 2011 sur la formation et le financement des associations, qui a libéralisé et accéléré l’enregistrement des organisations tunisiennes, a eu un impact considérable sur le nombre d’associations répertoriées en Tunisie. Dans l’année qui a suivi ce texte, plus de 3000 nouvelles ONG ont été enregistrées. De même, d’après des sources officielles présentes auprès du Premier Ministre, le régime précédent avait gonflé le nombre d’ONG en activité, tentant ainsi de faire croire à une société civile plus dynamique.

Il est donc difficile de dénombrer précisément les associations, notamment de repérer celles qui agissent réellement aux côtés des jeunes ou travaillent sur des projets liés à la jeunesse.

En plus de cette ouverture accordée aux ONG tunisiennes, les bailleurs étrangers ont accru leurs opérations en Tunisie, notamment les institutions multilatérales (Banque Mondiale, Nations Unies) mais aussi les bailleurs bilatéraux tels que les agences nationales (le DfID britannique, l'A.F.D. en France, l'USAID aux Etats-Unis) et les fondations privées.

Nombre de ces interventions étrangères ont ciblé plus spécifiquement divers aspects de la participation des jeunes, dont l'emploi des jeunes, la citoyenneté active, la participation politique et le renforcement des capacités de la société civile.

Alors que le partenariat de Deauville – à travers lequel les bailleurs se sont engagés à fournir une assistance financière et technique à la Tunisie et aux autres pays du Printemps Arabe – visait à mieux coordonner les projets de développement, on observe en pratique un chevauchement important entre les organisations donatri-

ces. Il est donc impossible d'effectuer une évaluation précise du travail de jeunesse en Tunisie à travers le seul prisme des programmes SALTO / EuroMed dans ce pays.

DfID : Département du développement international

A.F.D. : Agence Française pour le Développement

USAID : Agence américaine pour le développement international

*Institut Universitaire
de formation des cadres
de la Jeunesse de Bir el Bey*



Ce programme
est financé
par l'Union européenne



**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**

2. La situation des jeunes : contexte général

2.2 Définition de la Jeunesse

En Tunisie comme partout dans le monde, les définitions de la jeunesse sont multiples. La révolte tunisienne a particulièrement mis en exergue le terme "jeunesse" – shebab – celle-ci étant considérée comme à l'origine du soulèvement.

Et si le concept de "jeunesse" est mouvant, nous considérons pour les besoins de cette étude que la jeunesse et le travail de jeunesse concernent les 15-25 ans – cible traditionnelle de l'approche du gouvernement tunisien en la matière.

Toutefois, le lecteur notera que le soulèvement de fin 2010 a été baptisé "révolte de la jeunesse" et que l'Etat post-révolutionnaire a adopté cette expression – qu'il considère comme un moyen de défendre la révolution. Dans ce contexte, la jeunesse recouvre une acception plus large que celle communément utilisée par les travailleurs de jeunesse – allant jusqu'à l'âge de 40 ans environ.

En plus des enjeux politiques du terme "jeunesse" dans la Tunisie d'aujourd'hui, la démographie révèle toute l'importance de la part de la jeunesse au sein de la population dans son ensemble. Le point 2.3 y est consacré.

2.3 Démographie

La République tunisienne compte 10.6 millions d'habitants. A l'instar de nombre de ses voisins, sa démographie est caractérisée par la présence d'une forte "poussée de la jeunesse".

Les 15 et 29 ans représentent en effet plus de 28% de la population et 51% de la population a moins de 30 ans.

Cependant, le taux de natalité en Tunisie – contrairement à d'autres pays de la région – ne cesse de décroître ; le nombre de jeunes âgés de 15 à 29 ans devrait décliner et tomber à moins de 21% de la population dans dix ans.

Il n'en demeure pas moins que, comme nous l'expliquions au point 2.1, la jeunesse représente non seulement une part importante de la population tunisienne, mais son rôle dans la révolution lui a conféré aussi une influence jusqu'alors inédite.

*Kairouan, 28.06.2012
Visite de la ville
et présentation du projet
« Héritage à Kairouan »*



3. Contexte du travail de jeunesse en Tunisie

La culture des jeunes en Tunisie est marquée par les mêmes divisions que celles qui traversent la société dans son ensemble. Des disparités régionales, un système éducatif à réformer et un marché du travail extrêmement restreint sont autant de facteurs qui contribuent aux problèmes que rencontrent les jeunes Tunisiens.

Afin de comprendre ces défis, il est indispensable d'observer d'abord le contexte politique et économique dans lequel évolue le pays en 2012.

3.2 Contexte politique

Le contexte politique de la Tunisie après son indépendance peut être résumé en trois périodes principales. La première a été conduite par le leader de l'indépendance, Habib Bourguiba, de 1956 à 1987. La seconde a été marquée par Zine el-Abidine Ben Ali, de 1987 à 2011. La troisième est cette période post-révolutionnaire, cette transition démocratique ponctuée par les premières élections libres et équitables organisées en octobre 2011.

Les deux premières périodes ont connu le règne d'un Etat dirigé par un parti unique. La répression des militants de l'opposition et des droits humains étaient monnaie courante dès les années 1970 et l'accès à l'information ainsi que la vie associative ont été durement restreints sous la férule de Ben Ali.

Bien que des associations tunisiennes fussent autorisées, elles étaient souvent cooptées par l'Etat et détournées à des fins politiques. Tous les groupes perçus comme autant de menaces à l'Etat étaient systématiquement réprimés.

Le soulèvement de 2011 a représenté un

tournant décisif pour la vie associative en Tunisie. Le gouvernement technocratique constitué en mars 2011 suite à la suspension de la Constitution a adopté plusieurs lois accroissant les libertés individuelles et associatives. La principale d'entre elles est le décret 2011-88 autorisant la libre création d'associations, sans aucune restriction. Dans le sillage de cette loi, plus de 3000 associations ont vu le jour. Le décret a également transféré l'enregistrement officiel des associations du Ministère de l'Intérieur au Bureau des associations placé auprès du Premier Ministre.

Le gouvernement de transition a aussi ouvert la voie à des élections libres, accessibles à tous les partis politiques, qui ont eu lieu en octobre 2011 et porté au pouvoir un gouvernement de coalition emmené par le parti islamiste Ennahda. Ces élections ont également créé une Assemblée Constituante, chargée de rédiger la nouvelle Constitution du pays.

Les jeunes se sont fortement impliqués dans ces campagnes en tant que membres de partis politiques ainsi que dans l'esquisse de la Constitution, exigeant régulièrement que celle-ci inclue les droits humains.

Toutefois, la période qui a suivi les élections a été marquée par une polarisation croissante de la société tunisienne, avec à son apogée des débats houleux entre figures de la société civile, du monde du travail ou de la politique.

3.3 Contexte économique et social

Si le soulèvement de 2011 a apporté aux Tunisiens nombre de libertés civiles dont ils avaient longtemps été privés, il était aussi le résultat de conditions économiques et

sociales en régression, notamment pour les jeunes.

Durant des années, les structures de l'économie tunisienne ont empêché la création d'emplois de croître au rythme auquel les jeunes entraient sur le marché du travail. Le chômage reste un problème social majeur, notamment pour les jeunes travailleurs diplômés de l'enseignement supérieur.

Suite à la révolution, le taux de chômage en Tunisie a bondi de 6 points, passant de 13 à 19%. Pour les jeunes de 15 à 29 ans hautement qualifiés, le taux de chômage dépasse 44%.

Le fléau du chômage en Tunisie est corrélié à des problèmes à la fois internes et externes. Depuis la révolution en effet, l'économie souffre de l'instabilité générale du pays, qui a affecté des industries clés – notamment le tourisme qui emploie directement et indirectement quelque 20% des Tunisiens. Les difficultés économiques que rencontrent les principaux partenaires commerciaux de la Tunisie ont aussi ralenti sa croissance. Ainsi, les exportations tunisiennes vers l'Union Européenne – qui représente 70% des exportations du pays – ont été affectées par la crise de la zone Euro. Entre temps, l'instabilité de la Libye, considérée longtemps comme un marché attractif pour les travailleurs tunisiens, a été un frein qui commence seulement à se lever.

Les problèmes structurels de la Tunisie expliquent également son atonie sur le plan économique, notamment le décalage entre les performances universitaires et les opportunités d'emploi, ainsi que la capacité du secteur public à offrir du travail à la jeunesse.

En effet, la plupart des diplômés de l'enseignement supérieur rejoignent la fonction publique – 44% seulement se tournent vers l'industrie et le privé. La forte demande de postes de fonctionnaires, considérés par les jeunes comme les emplois les plus stables, faisait l'objet de corruption sous le régime précédent et suscitait chez de nombreux jeunes Tunisiens une frus-

tration à l'égard d'un système qu'ils estimaient truqué.

Puis les contraintes budgétaires ont limité le nombre de jeunes diplômés intégrant la fonction publique.

Les jeunes tunisiens considèrent souvent l'emploi dans le secteur privé comme précaire et insatisfaisant. Le système bancaire a souffert de corruption sous le régime précédent et les agences chargées du soutien à l'entrepreneuriat continuent à être perçues comme trop bureaucratiques malgré les réformes qu'elles ont entreprises depuis la révolution.

Les organisations de jeunesse précisément chargées de l'insertion professionnelle sont censées résoudre ces problèmes en reliant de jeunes professionnels à des opportunités dans les entreprises mais leurs efforts portent le plus souvent sur les élites du pays.

Pour les Tunisiens non diplômés de l'enseignement supérieur, les opportunités d'emploi sont plus abondantes mais pour des tâches souvent subalternes, avec peu de possibilités de progression de carrière et une forte précarité.

Les règles du marché du travail adoptées pour encourager les embauches à long terme ont paradoxalement eu l'effet inverse. Les employeurs, face à la rigidité du droit du travail, proposent souvent aux jeunes des contrats d'un mois seulement. Ils peuvent ainsi profiter de ces salariés pendant quatre ans avant de décider de prolonger – ou non – leurs contrats.

L'entrepreneuriat est un problème en soi, notamment pour les moins formés. En effet, de l'apprentissage non formel aux prêts bancaires, l'activité entrepreneuriale constitue un gisement d'emplois pour les diplômés de l'enseignement supérieur.

Le système éducatif lui-même fait partie intégrante du problème. Longtemps salués comme la marque de fabrique des indicateurs de développement tunisiens, les résultats des étudiants tunisiens aux examens internationaux en mathématiques et en sciences se sont dégradés ces vingt



Ce programme
est financé
par l'Union européenne

**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**

dernières années – reflétant ainsi le déclin général du système éducatif du pays, et ce malgré l'investissement massif dans le système éducatif estimé à plus de 7% du Produit Intérieur Brut.

On observe un décalage important entre les attentes du marché du travail et les diplômés universitaires obtenus. Le système éducatif repose en effet largement sur des modèles théoriques, et nombre de diplômés ne sont pas préparés à travailler dès la fin de leurs études.

Et si des efforts ont été faits pour améliorer les opportunités professionnelles et encourager la formation professionnelle pratique pour les étudiants, les résultats se font encore attendre.

3.4 La participation des femmes

Les femmes sont particulièrement touchées par le manque d'emploi. 92% des filles terminent l'école primaire en Tunisie, contre 90% des garçons. 87% des filles qui vont au bout du cursus primaire continuent dans l'enseignement secondaire, contre seulement 80% des garçons.

Pourtant, malgré la hausse absolue et relative du niveau d'études des femmes (comparé aux performances masculines), leur participation au marché du travail reste limitée. La Banque Mondiale estime que seules 25% des femmes ont un emploi – chiffre stable depuis dix ans. Paradoxe des dynamiques à l'oeuvre sur le marché du travail tunisien, plus on est diplômé, moins on a de perspectives. Les taux de chômage sont en effet plus élevés pour les Tunisiens titulaires d'un diplôme universitaire que pour les moins diplômés.

Comme le notait Lahcen Achy dans son étude de l'économie tunisienne pour la Fondation Carnegie, "L'éducation s'avère être une épée à double tranchant, qui accroît les espérances des jeunes diplômés tout en nourrissant leurs frustrations... En

moyenne, chaque diplômé de l'université reste au chômage pendant 2 ans et 4 mois à l'issue de son cursus, soit neuf mois de plus que les non-diplômés."

Ce problème se pose pour les femmes avec encore plus d'acuité. Elles ont en effet plus de difficulté à travailler dans le privé et ont vu leurs opportunités d'emploi dans la fonction publique s'amenuiser.

Un récent rapport de la Banque Africaine de Développement l'affirme : "à nombre égal d'hommes et de femmes ingénieur(e)s en activité, l'industrie et le privé recrutent 79 femmes pour 100 hommes, tandis que les services publics embauchent 108 femmes pour 100 hommes."

4 Contexte éducatif et pédagogique du travail de jeunesse en Tunisie

Le gouvernement tunisien offre aux jeunes une large palette de services destinés à faciliter leur vie civique, à travers nombre d'institutions. Ces services concernent l'emploi, la formation (formation professionnelle, acquisition de compétences et travail indépendant), la participation et la citoyenneté active ainsi que les loisirs. Tout cela constitue le socle du programme global de la Tunisie pour la jeunesse. Toutefois, on observe des difficultés de coordination entre ces différents services et agences, ce qui entraîne une couverture fragmentée ainsi qu'une ambiguïté et un chevauchement des responsabilités.

Ce programme
est financé
par l'Union européenne



Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution

4.2 Le rôle du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Education physique

Le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Education physique reste le coeur de la politique de jeunesse du gouvernement tunisien. Il travaille avec le Ministère des Affaires de la Femme, de l'Enfance et de la Famille autour de la protection des enfants et adolescents mineurs (moins de 18 ans), le Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi pour les jeunes majeurs, les ministères de l'Education, de l'Enseignement supérieur et de la Justice pour la prévention et l'aide aux enfants maltraités, ainsi qu'avec le Ministère de la Culture.

Il existe depuis 2002 un Observatoire National de la Jeunesse (O.N.J.) qui organise régulièrement des consultations afin de préparer des plans de développement. L'ONJ est aussi chargé d'études sur la jeunesse tunisienne.

Le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Education physique gère également un Institut de formation de la jeunesse situé à Bir el Bey, qui forme les travailleurs de jeunesse appelés à travailler auprès du ministère comme dans les centres d'accueil des jeunes partout en Tunisie.

Afin de s'assurer que les activités développées dans ces centres répondent à leurs attentes et à leurs besoins, le Ministère de la Jeunesse et des Sports a annoncé en 2002 la mise en oeuvre d'un plan national pour le développement de la jeunesse, visant à fournir à 310 centres de jeunes des salles équipées d'ordinateurs reliés à l'internet, des espaces dédiés à l'apprentissage des langues et d'autres, aux loisirs.

Ce plan comprenait aussi la création de 24 unités d'information et de développement au sein des centres urbains, dans chaque région.

On distingue trois types de travailleurs de jeunesse en Tunisie :

- Travailleurs de jeunesse permanents : diplômés de l'Institut Supérieur de l'Animation pour la Jeunesse et la Culture (I.S.A.J.C.), ils deviennent fonctionnaires sous le grade de professeur ;
- Facilitateurs de contrats : salariés en activité, chargés de l'apprentissage non formel et sollicités par les directeurs des centres d'accueil de jeunes pour animer un club ;
- Travailleurs de jeunesse volontaires : jeunes gens prêts à s'investir bénévolement au sein des centres de jeunes.

4.3 L'héritage du contrôle étatique

Le gouvernement tunisien sous la férule de Ben Ali se caractérisait par une concentration du pouvoir dans la capitale et les régions côtières, au détriment des régions de l'intérieur du pays. Les programmes de jeunesse en Tunisie ont donc été fortement centralisés. Les politiques et stratégies en direction des jeunes étaient définies à Tunis, sans coopération systématique avec les régions.

Cependant, les centres dédiés aux jeunes en région ont continué à progresser, malgré les disparités observées entre les sites. En milieu rural notamment, les installations peuvent souffrir d'un accès difficile et/ou d'un manque d'équipement.

Et si le gouvernement a investi dans des programmes de jeunesse mobiles, ces derniers ne couvrent pas toutes les populations et sur nombre de sites, on ne croise un travailleur de jeunesse que quelques fois par mois.

Le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Education physique est en train de concevoir une nouvelle politique de jeunesse appelée à être "le fruit de la révolution". Le ministère mène actuellement une étude diagnostique de la jeunesse tunisienne qui



Le travail de la jeunesse en Tunisie après la Révolution

servira de base à des politiques transversales et interministérielles.

L'enjeu de cette nouvelle politique est de déchiffrer dans quelle mesure les programmes créés sous la dictature doivent être poursuivis. Au sein du ministère, un financement constant pour les maisons des jeunes fait l'objet d'un large consensus. Il est toutefois probable que des changements substantiels interviennent dans leur mode de financement. Les zones rurales, à l'intérieur du pays, verront probablement leurs financements s'accroître par rapport aux dotations des régions côtières. Le ministère met aussi davantage l'accent sur les actions sanitaires et sociales, l'éveil de la citoyenneté et l'environnement. Il a également exprimé son intérêt pour un travail plus étroit avec les organisations de la société civile pour la mise en oeuvre de ces activités.

En matière de décentralisation, le nouveau gouvernement pourrait aussi changer de politique. La décentralisation des services publics, voire l'élection d'autorités locales, est de la plus haute importance pour le gouvernement tunisien actuel. Ce changement de cap pourrait transformer en profondeur le paysage dans lequel évoluent les travailleurs de jeunesse qui, d'après le gouvernement, auraient plus de souplesse dans la définition des programmes les mieux adaptés aux besoins spécifiques des jeunes auprès desquels ils interviennent.

Néanmoins, des voix s'élèvent contre la décentralisation, synonyme pour certains d'inconvénients pour certains groupes comme les femmes, dans les zones les plus conservatrices du pays.

Les programmes officiels en faveur de la jeunesse n'ont que des partenariats limités avec des organisations externes qui pourraient contribuer à améliorer l'accès aux services offerts. Toutefois, le Ministère de la Jeunesse a commencé à développer des programmes pour l'emploi de jeunes en lien avec d'autres ministères.

Ainsi, le service civique volontaire permet à de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur recherchant un emploi pour la

première fois de leur vie (et n'ayant jamais bénéficié de cours de préparation à la vie professionnelle), d'effectuer - volontairement et à temps partiel - des stages au service de la collectivité. Cela leur permettrait d'acquérir des compétences pratiques et des savoirs-être professionnels qui faciliteront leur insertion sur le marché du travail en tant que salariés ou travailleurs indépendants.

Ce programme est chapeauté par des associations ou organisations professionnelles dans le cadre d'accords conclus avec le Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle. La gestion en a été confiée à l'agence nationale pour l'emploi. La durée du cours ne peut excéder 12 mois.

Une allocation mensuelle de 150 dinars est versée à l'apprenti tout au long de sa formation.

Le Fonds National pour l'Emploi peut prendre en charge jusqu'à 60% du coût des transports publics supporté par l'apprenti, dans le cadre d'un accord entre le ministère des Transports et celui de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Malgré ces efforts, l'intégration des jeunes à la vie civique et professionnelle reste fortement contrainte. Ces contraintes révèlent les défis à relever et soulignent le besoin d'une approche du développement de la jeunesse plus systématique, stratégique et intégrée. Il faut également cibler plus clairement les jeunes les plus défavorisés.

4.4 Education formelle et non-formelle

L'éducation formelle reste la norme de l'approche du gouvernement tunisien en direction de la jeunesse et pour la participation des jeunes.

L'héritage du contrôle étatique a limité le nombre d'organismes indépendants en mesure d'offrir des opportunités d'apprentissage non-formel - pourtant

Ce programme
est financé
par l'Union européenne



**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**

identifié comme essentiel pour les jeunes, notamment en vue de développer les compétences générales indispensables à leur insertion sur le marché du travail.

Les organisations étrangères jouent un rôle dans le secteur informel, notamment à travers des programmes comme Euro-Med et Jeunesse en Action, qui soutiennent conjointement des activités telles que le Service Volontaire Européen. Ces échanges ont permis à de nombreux Tunisiens d'apprendre

non seulement auprès de jeunes travailleurs européens mais aussi d'autres pays du monde arabe et méditerranéen.



*Village de Sidi Salem, 28.06.2012
Visite du village pour voir le travail
de jeunesse en milieu rural,
animé par la Maison des Jeunes
Itinérante*



Ce programme
est financé
par l'Union européenne

**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**

5 Les défis des travailleurs de jeunesse après la Révolution

Le système régissant le travail de jeunesse mis en place sous le régime de Habib Bourguiba, premier président de la Tunisie, a été largement conservé. Géré par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, le travail de jeunesse consiste en une large palette de programmes visant à toucher les jeunes à travers tout le pays.

L'Institut de Bir el Bey Institute (I.S.A.J.C.) situé à la sortie de Tunis est le centre de formation des cadres travailleurs de jeunesse. Les diplômés peuvent ensuite accéder à des postes de fonctionnaires dans l'un des 284 clubs de jeunes qui émaillent le pays. Ces clubs, parfois mobiles pour toucher les régions rurales, offrent à la jeunesse tunisienne des possibilités d'apprentissage non-formel. Ils servent aussi de centres communautaires pour les associations non gouvernementales engagées dans le travail auprès des jeunes.

Alors que le système étatique du travail de jeunesse reste inchangé, la réalité du travail de jeunesse a énormément évolué depuis la révolution. Tout fraîchement libres de pointer les carences de l'approche gouvernementale en matière de jeunesse, les fonctionnaires et les associations oeuvrent en faveur de solutions qui avaient été jusqu'à présent ignorées ou mises sous le boisseau.

La reconnaissance des disparités régionales est l'une de ces clés. Tandis que les organisations gouvernementales et non gouvernementales sont bien présentes dans les régions côtières, l'intérieur du pays a longtemps été négligé. L'une des priorités de la réforme du travail de jeunesse est donc la décentralisation à la fois des budgets et des priorités qui doivent être confiés directement aux régions.

Les travailleurs de jeunesse sont aussi confrontés à la difficulté de travailler avec des jeunes qui manquent souvent d'expérience et de compétences pour s'insérer sur le

marché du travail. En effet, si les statistiques en matière d'éducation indiquent que la Tunisie reste en tête de la région, un large consensus admet que le système ne fournit pas la qualité requise par les employeurs du pays. Les associations peuvent jouer un rôle important pour combler ce fossé à travers la formation, la mise en réseau et l'éducation non-formelle.

Travailleurs de jeunesse et associations travaillent aussi directement avec le système éducatif afin d'offrir des opportunités d'apprentissage non-formel. Ces activités peuvent jouer un rôle important pour amener vers les associations des jeunes qui n'y viendraient pas spontanément. Toucher de nouveaux jeunes est un enjeu majeur parce que nombre de jeunes Tunisiens considèrent les clubs de jeunes comme autant d'organes du régime déchu.

Les travailleurs de jeunesse rencontrent aussi des difficultés quand il s'agit d'enseigner et de transmettre de nouvelles expressions de la citoyenneté et des droits. Une large part de la nouvelle société civile tunisienne, née après la révolution, est constituée d'initiatives de jeunes cherchant à susciter une prise de conscience des problèmes sociaux et à offrir des débouchés aux jeunes Tunisiens qui souhaitent s'engager.

Les élections d'octobre 2011 ont été pour nombre d'organisations une occasion d'encourager leurs communautés à aller voter. D'autres organisations ont mis l'accent sur la santé, l'environnement et les droits des femmes – autant de domaines qui auparavant relevaient du pré carré de l'Etat.

Toutefois, ces nouvelles organisations sont confrontées à des problèmes de capacités. Alors que le temps passé à créer et financer une organisation a été considérablement réduit, peu de Tunisiens ont l'expérience du management d'organisations à but non lucratif, nécessaire à la constitution d'organisations durables.

Un contexte politique en mutation, une Constitution visant à décentraliser certaines fonctions de l'Etat ainsi que l'émergence de



milliers de nouvelles associations tunisiennes sont en train de transformer le travail de jeunesse en Tunisie. Les difficultés rencontrées et la manière dont elles seront surmontées vont façonner une nouvelle génération de Tunisiens.

5.2 Evolutions du cadre législatif

Deux nouveaux décrets ont établi le droit des citoyens à l'information et celui de se constituer en association. Cela comprend le droit de se réunir, de manifester, de publier des rapports et d'effectuer des sondages. Les autorités publiques ne sont pas autorisées à entraver le travail des associations. Le gouvernement doit protéger le travail des associations de toute forme de violence, de vengeance et de discrimination. Tous les Tunisiens ont le droit de créer une association, à l'exception de ceux qui occupent des fonctions de haut niveau dans un parti politique. Cette nouvelle loi facilite aussi la création d'ONG – ce qui peut être fait en dix jours à peine.

Ces évolutions du cadre légal ont entraîné une hausse importante du nombre d'associations. On recense aujourd'hui nombre de nouvelles associations (2000 enregistrées, 1000 en attente) qui oeuvrent dans divers domaines : économie, gouvernance, développement...

La vie associative est très différente dans les centres économiques et dans l'intérieur du pays. Dans la capitale, il existe des associations très bien structurées. En région, c'est l'inverse qui se produit, notamment parmi les jeunes. Ces organisations rencontrent des difficultés à se structurer, à assurer leur comptabilité, à faire respecter un règlement, un vote, une véritable gouvernance du bureau. Une aide extérieure a pu être fournie à des organisations qui n'en avaient nul besoin tandis que d'autres en ont été privées malgré la nécessité éprou-

vée. Le problème est que les bailleurs abhorrent le risque et ne financent des organisations inconnues qu'à reculons. Les activités de la société civile tunisienne sont concentrées sur certains sujets. Basées à Tunis, les associations de haut niveau tendent à se centrer sur les droits humains, la culture et l'éducation. Les organisations situées à l'intérieur du pays vont plutôt dans le sens du développement économique local.





Ville de Sousse, 29.06.2012

Ce programme
est financé
par l'Union européenne



**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**

6 Exemples de projets en faveur de la jeunesse

Avec l'abolition du contrôle exercé par l'Etat sur la vie associative dans le sillage du soulèvement de 2011, les projets pour les jeunes en Tunisie sont très dynamiques. Ils sont portés par des ONG déjà actives sous le régime précédent comme par des ONG naissantes et gérées par des jeunes. Voici quelques exemples de projets pour les jeunes, observés lors de notre visite d'étude de juin 2012.



Kairouan - Association pour la préservation de la Médina

M. Mourad Rammeh, Président et Mme Leila Marzouki, membre de l'association

La préservation de la Médina est un projet mené en partenariat avec le Ministère du Patrimoine et diverses associations de Kairouan. Cela inclue des programmes pour les jeunes sur l'importance de l'architecture

traditionnelle. Le projet est financé par le gouvernement tunisien, par le programme EuroMed Héritage et par la participation des touristes.

Le projet EuroMed Héritage intitulé "Montada" cible les collégiens et lycéens. Les objectifs en sont la promotion du patrimoine - considéré comme partie intégrante de la culture (la ville comme musée), l'implication des citoyens dans la protection de ce patrimoine (dans tous les corps de métiers). Une campagne de communication en direction des enseignants et étudiants a ainsi été menée à travers des activités pratiques permettant de connaître l'Histoire et de corriger certaines représentations erronées



Le travail de la jeunesse en Tunisie après la Révolution

par des clubs "patrimoine" dans les écoles. 12 à 16 élèves de 8 à 12 ans ont été désignés pour éveiller la conscience de leurs pairs. Des groupes de proximité ont été créés par des enfants de différentes écoles. Enseignants et médiateurs ont travaillé bénévolement. Les activités se sont déroulées au sein des clubs ou in situ, avec des visites de terrain et de musées.

Tunis - Association Tunisienne des Auberges et Tourisme de Jeunes (A.T.A.T.J.)

L'accueil en auberge de jeunesse est depuis longtemps une activité internationale associée à l'ouverture, à la modération et à la tolérance. L'A.T.A.T.J. cherche à promouvoir la citoyenneté par le volontariat, le tourisme et les droits humains. Son financement provient des auberges, des cartes internationales des auberges de jeunesse, du gouvernement ou encore de bourses. Le travail se fait dans différents domaines : patrimoine, culture, tourisme, sports. Des actions régionales soutiennent les auberges de jeunesse arabes et les droits humains. Cependant, les dirigeants de l' A.T.A.T.J. partagent cette impression répandue que les auberges de jeunesse restent associées au gouvernement déchu.

Tunis - Association Jeunes Sciences de Tunisie (A.J.S.T.)

Créée sous la forme d'un mouvement, l'A.J.S.T. est aujourd'hui une ONG qui permet aux jeunes de participer hors de l'école à des activités scientifiques et technologiques, de recherche et d'innovation, et de contribuer à une culture scientifique et numérique. Ces actions comprennent des conférences pour les jeunes. On connaît en effet la nécessité d'améliorer la qualité des activités, de créer des liens avec le secteur privé, de sécuriser les financements. Les activités, non proposées dans le cadre scolaire, offrent autant de formations dans des domaines qui recrutent. L'A.J.S.T. souhaite ouvrir un centre dédié aux activités scientifiques dans l'espace méditerranéen.

Sfax - Sfax el Mezyena - Embellir Sfax

M. Selim Cherif.

Créée en 2010, Sfax el Mezyena vise à améliorer l'écologie et la vie sociale de la deuxième ville de Tunisie. Ses actions comprennent des ateliers sur les activités durables et écologiques, la plantation d'arbres, la peinture et le recyclage. L'association a récemment organisé un concours pour embellir maisons et écoles.

Tunis - Jeunes indépendants démocrates (J.I.D.)

Créée en 2011, J.I.D. compte aujourd'hui 60 membres. La plupart travaillent aussi dans d'autres associations. Ils se sont fait un nom en soutenant l'organisation des premières élections libres et équitables de Tunisie. Leur but est de transmettre des informations aux jeunes afin de les aider à prendre de meilleures décisions.

Sousse - Culture de l'entrepreneuriat

Fondé en 2003, ce club est financé par le Ministère de l'Éducation. Il se réunit tous les mercredis au Centre de la Jeunesse de Sousse. Son but est d'accroître la prise de conscience des étudiants, de soutenir la création d'entreprises, d'échanger des points de vue, d'améliorer les compétences, d'organiser des séminaires scientifiques sur la prise de conscience et des visites d'entreprises ou d'institutions, des formations, ou encore de participer à des événements internationaux.

Sousse - Association Tunisienne du Travail et de l'Investissement (A.T.T.I.)

Créée en 2011, l'A.T.T.I. encourage le développement de projets et la création d'emplois. Son but est de contribuer à l'économie nationale par le développement du capital humain. Elle apporte soutien et formation aux entrepreneurs potentiels. Ses séminaires de formation expliquent par exemple comment préparer un C.V., une lettre de motivation ou encore un entretien d'embauche.

Ce programme
est financé
par l'Union européenne



**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**



7. Conclusion

Le paysage du travail de jeunesse en Tunisie a profondément changé depuis le soulèvement de janvier 2011. De nouvelles associations, des attentes plus intenses et l'arrivée d'un nouveau gouvernement avec de nouvelles priorités ont contraint les travailleurs de jeunesse à revoir leur approche.

En Tunisie, le travail de jeunesse est toujours marqué par un degré élevé de contrôle étatique. Les activités et plans de développement conçus depuis Tunis ont eu le mérite de former des travailleurs de jeunesse de haut niveau dans tout le pays. Toutefois, ce modèle pose un certain nombre de problèmes dont tous les partenaires sont conscients.

L'héritage de la dictature a lourdement pesé sur l'action des travailleurs de jeunesse, et ces derniers reconnaissent l'importance d'être considérés comme des acteurs indépendants, au service de la jeunesse – et non de l'Etat. Le centralisme a aussi conduit de nombreuses régions à se considérer sous-dotées au vu des prio-



Ce programme
est financé
par l'Union européenne

**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**



rités des programmes ciblant les jeunes. En effet, ce qui fonctionne à Tunis ne fonctionne pas automatiquement à l'intérieur du pays.

Enfin, le travail de jeunesse en Tunisie peine à toucher les jeunes les plus à risque, sous le poids cumulé de l'héritage centralisé et de la dictature.

Résoudre ces problèmes majeurs est une préoccupation essentielle du gouvernement tunisien qui cherche à préserver ce qui a fait ses preuves et



à réformer ce qui doit l'être.

Aujourd'hui plus que jamais, une culture du changement est à l'oeuvre en Tunisie. Ceci, peut-être plus que toute politique, fournira les bases du changement pour le travail de jeunesse en Tunisie dans les années à venir.

Groupes de travail pendant la Visite d'Etude

Ce programme
est financé
par l'Union européenne



**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**

Annexes

Profile du pays

Nom complet

République tunisienne

Type de gouvernement

Régime présidentiel mixte

Superficie

163,610 km²

Capitale

Tunis

Principales villes

**Sfax, Nabeul, Sousse,
Kairouan, Bizerte**

Population

10 732 900 millions

Ratio Hommes / Femmes

F: 49.4 M: 50.6

Composition ethnique

Arabes 98%, Berbères 1%

Structure démographique :

0-14 ans : 23,2%

15-64 ans : 69,3%

65 ans et plus : 7,5%

Age médian :

Total : 30,5 ans

Hommes : 30,1 ans

Femmes : 30,9 ans (estimation 2012)

**Taux de croissance
de la population :**

**0,964%
(estimation 2012)**

Espérance de vie à la naissance:

75,24 ans

**Alphabétisation (sachant lire
et écrire à 15 ans et plus)**

Total : 74,3%

Hommes : 83,4%

Femmes : 65,3% (recensement 2004)

Espérance de vie scolaire (de
l'école primaire à l'enseignement
supérieur) :

Total : 15 ans

Garçons : 14 ans

Filles : 15 ans (2008)

Taux de chômage

17.60%



Ce programme
est financé
par l'Union européenne

**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**



Euro-Med, Jeunesse en Action et SALTO

Le Programme Euro-Med Jeunesse

Le Programme Euro-Med Jeunesse est un programme régional mis sur pied dans le troisième chapitre du Processus de Barcelone, intitulé "Partenariat social, culturel et humain". Ce programme se trouve actuellement dans sa quatrième phase.

L'objectif général de cette Phase IV du programme est de soutenir et de renforcer la participation et la contribution de la jeunesse et des organisations de jeunesse de la région Euro-méditerranéenne pour le développement de la société civile et de la démocratie.

Les objectifs spécifiques en sont les suivants :

- Stimuler et encourager la compréhension mutuelle entre les jeunes de la région Euro-Méditerranée et de lutter contre les stéréotypes et préjugés ;
- Promouvoir la citoyenneté active parmi les jeunes et accroître leur sens de la solidarité ;
- Contribuer au développement des politiques de jeunesse dans les différents pays partenaires.

La phase IV du programme Euro-Med Jeunesse concerne 35 pays - les 27 Etats membres de l'Union Européenne et les 8 pays et territoires partenaires méditerranéens signataires de la Déclaration de Barcelone (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité palestinienne, Tunisie).



Ce programme
est financé
par l'Union européenne

**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**



Jeunesse en Action

Jeunesse en Action est le programme de l'Union Européenne destiné aux jeunes. Il vise à susciter chez les jeunes un sens de la citoyenneté européenne active, de solidarité et de tolérance entre eux ainsi qu'un engagement dans la définition de l'avenir de l'Union. Il cherche à promouvoir la mobilité au sein et hors des frontières de l'UE ainsi que l'apprentissage non formel et le dialogue interculturel. Il encourage aussi l'inclusion de tous les jeunes quels que soient leurs milieux sociaux, éducatifs et culturels - Jeunesse en Action les concerne tous.

Chaque année, des milliers de projets sont soumis par ses promoteurs en vue d'une aide financière dans le cadre du programme. Un processus

de sélection vise à récompenser les meilleurs projets.

Le programme Jeunesse en Action est le programme de l'UE visant à encourager la mobilité et l'éducation non formelle des jeunes de 13 à 30 ans. Ses objectifs généraux sont les suivants :

- Promouvoir la citoyenneté active des jeunes en général, et leur citoyenneté européenne en particulier ;
- Développer la solidarité et promouvoir la tolérance entre les jeunes, notamment pour renforcer la cohésion sociale au sein de l'Union Européenne ;
- Favoriser la compréhension mutuelle des jeunes de différents pays ;
- Améliorer la qualité des systèmes de soutien des activités de jeunes et des capacités des organisations de la société civile dans le domaine de la jeunesse ;
- Favoriser la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse.

Ce programme
est financé
par l'Union européenne



**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**



SALTO

Cet acronyme signifie “ Support, Advanced Learning and Training Opportunities” et peut être traduit par “Soutien et Opportunités de Formation et d’Apprentissage avancées” au sein du programme européen Jeunesse en Action.

SALTO-YOUTH.net est un réseau de 8 centres de ressources qui travaillent dans des domaines prioritaires sur le champ de la jeunesse européenne. Il fournit des ressources pour la formation et le travail de jeunesse et organise des activités de formation, de mise en relation afin de soutenir les organisations et les agences nationales dans le cadre du programme communautaire Jeunesse en Action et au-delà.

L’histoire de SALTO-YOUTH débute



Sousse-Club pour la Culture d’entreprise

en 2000 et s’inscrit dans la Stratégie de la Commission Européenne pour la Formation au sein du programme Jeunesse en Action. Le travail se fait en synergie et en complémentarité avec les autres partenaires sur le terrain.



Ce programme est financé par l’Union européenne

Le travail de la jeunesse en Tunisie après la Révolution



Ce programme
est financé
par l'Union européenne



**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**

Temps forts de notre visite d'étude

La visite d'étude intitulée "L'Après Printemps Arabe, la réalité du travail de jeunesse en Tunisie" a eu lieu en juin 2012 et nous a permis de travailler et de réfléchir à propos du travail de jeunesse après la Révolution. Notre circuit a servi de base à l'essentiel des analyses qualitatives proposées dans cet article.

JOUR 1

Des représentants de la jeunesse européenne ont rencontré leurs homologues tunisiens. Les participants ont rencontré des officiels du ministère tunisien de la Jeunesse et des Sports ainsi que de l'Observatoire national de la jeunesse et de la formation. Ils ont aussi visité une école proche de Tunis où sont formés des travailleurs de jeunesse et des professionnels du tourisme. Le contexte unique de la Tunisie, premier pays du Printemps Arabe, a rendu cette visite particulièrement enrichissante – notamment lorsque les participants ont débattu du rôle des ministres, des conseils locaux de la jeunesse et des ONG, formulant de nouvelles stratégies pour la jeunesse tunisienne. Riche d'une longue histoire d'initiatives de jeunes dès l'indépendance du pays, la Tunisie se heurte aujourd'hui au défi majeur de trouver un équilibre entre les initiatives en cours et qui fonctionnent



Ce programme
est financé
par l'Union européenne

Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution

déjà, et l'exploration de nouvelles voies pour atteindre la jeunesse du pays.

Les participants européens ont quant à eux souligné que leur but n'était pas uniquement de partager leurs expériences mais aussi d'apprendre des Tunisiens et de rapporter de nouvelles idées à leur retour.

Jour 2

Les participants ont eu l'opportunité d'écouter différents dirigeants associatifs venus de toute la Tunisie. Les disparités régionales ont constitué un sujet brûlant, les participants ayant débattu avec des experts de la société civile sur les différences en matière de politiques de jeunesse et de stratégie dans les diverses régions de Tunisie.

Le directeur de la vie associative auprès du bureau du Premier Ministre tunisien a brossé le tableau radicalement nouveau dans lequel évoluent les associations en Tunisie. Les participants ont été impressionnés non seulement par la manière dont le gouvernement a réduit la paperasse mais aussi par l'adaptation de la législation pour mieux réaffirmer le rôle essentiel des associations dans la société tunisienne.

Enfin, les participants ont pu discuter avec des représentants de diverses associations de jeunesse en Tunisie et d'évoquer avec eux les chances et les défis qui se posent pour le travail de jeunesse dans la Tunisie post-révolutionnaire.

JOUR 3

Pour le troisième jour de cette visite d'étude sur le travail de jeunesse en Tunisie, réalisée dans le cadre d'Euromed / Jeunesse en Action, les participants ont pris la route de la ville historique de Kairouan.

Située au centre de la Tunisie, Kairouan est inscrite au Patrimoine Mondial de l'UNESCO et constitue l'une des villes sacrées de l'Islam. Les participants ont pu découvrir comment les sociétés de conservation impliquent des jeunes dans leur travail de restauration des sites historiques de la ville.

Les participants ont ensuite visité un club de jeunes en milieu rural géré par des unités mobiles du club de jeunes de Kairouan. L'un des défis majeurs consiste à faire coïncider les besoins de la jeunesse rurale avec les changements entraînés par la révolution et les nouveaux besoins de la jeunesse tunisienne dans son ensemble.

JOUR 4

La visite d'étude sur le travail de jeunesse en Tunisie, réalisée dans le cadre d'Euromed / Jeunesse en Action s'est terminée cet après-midi, après une journée enthousiasmante de visites, riche d'enseignements sur la manière dont les associations tunisiennes aident les femmes rurales à s'insérer sur le marché du travail.

Ainsi, le Groupe des Femmes pour le Développement



Ce programme
est financé
par l'Union européenne

**Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution**

Agricole de wadi Sbaïhia aide plus de 160 femmes à travailler dans le domaine de l'agriculture, tout en acquérant de nouvelles compétences et en bénéficiant de transferts de savoirs. Une recherche du Centre de Recherches, d'Études, de Documentation et d'Information sur les Femmes – première institution de ce type en Afrique – a fourni aux participants une base contextuelle quant aux opportunités et défis pour les Tunisiennes sur le marché du travail.

Suite à cette visite, les participants repartent dans leurs pays respectifs avec une connaissance pointue de la réalité du travail de jeunesse en Tunisie, et une idée de la manière dont les pays européennes peuvent tisser des partenariats avec la Tunisie en ce moment crucial de son histoire.

Pendant la visite d'étude, les 13 Agences Nationales présentes ont aussi eu l'opportunité d'échanger en groupe autour de possibles coopérations pour l'année prochaine afin de soutenir des projets dans le cadre de l'aire EuroMéditerranéenne. Pendant la réunion TCP les Agences Nationales auront la possibilité de rencontrer les unités EuroMed Jeunesse tunisienne, égyptienne, jordanienne, israélienne, palestinienne, marocaine et algérienne. Rassembler toutes les unités à Vienne en septembre permettra de soutenir le développement de nouvelles coopérations, incluant de nouvelles organisations et de nouveaux projets.



Tunisie en bref

La pauvreté et aspects sociaux

2011

	Tunisie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Revenu inter-médiaire supérieur
Population, à mi-année (millions)	10.7	337	2,490
RNB par habitant (méthode Atlas, \$ US)	4,020	3,866	6,563
RNB (méthode Atlas, milliards de dollars)	42.9	1,279	16,341

La croissance annuelle moyenne, 2005-11

	Tunisie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Revenu inter-médiaire supérieur
Population (%)	1.0	1.7	0,7
Main-d'œuvre (%)	2.1	2.0	1,1

L'estimation la plus récente (dernière année disponible, 2005-11)

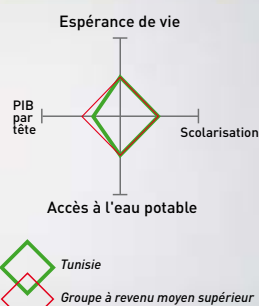
	Tunisie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Revenu inter-médiaire supérieur
Pauvreté (% de la population en dessous du seuil national de pauvreté)	16	..	..
Population urbaine (% de la population totale)	66	59	61
L'espérance de vie à la naissance (en années)	75	72	73
La mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes)	14	26	16
Malnutrition infantile (% des enfants de moins de 5 ans)	3	6	3
L'accès à une source d'eau potable (% de la population)	94	89	93
Alphabétisation (% de population âgée de 15 +)	78	76	94
Scolarisation primaire brute (% de la population d'âge scolaire)	110	105	111
Homme	112	108	111
Femme	108	101	111

RATIOS économiques clés et TENDANCES À LONG TERME

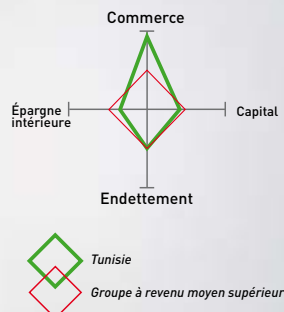
	1991	2001	2010	2011
PIB (milliards de \$ US)	13.1	22.1	44.4	46.4
Formation brute de capitale/PIB	26.0	26.2	26.5	24.1
Exportations de biens et services/PIB	40.4	42.8	50.1	48.9
Taux d'épargne intérieure brute/PIB	21.0	22.3	21.2	16.8
Taux d'épargne nationale brute/PIB	21.1	22.6	21.2	15.6
Solde de compte de la balance actuelle / PIB	-4.4	-3.9	-4.8	-5.4
Paiements des Intérêt à court terme/PIB	3.4	2.3	1.6	1.6
Total de la dette / PIB	63.1	58.5	49.7	48.1
Total de la dette Service / exportations	26.2	14.5	10.6	11.4
La valeur actualisée de la dette / PIB	..	..	..	41.4
La valeur actualisée de la dette / exportations	..	..	..	82.4

	1991-01	2001-11	2010	2011	2011-15
(Croissance annuelle moyenne)					
PIB	4.8	4.4	3.0	-2.0	3.6
PIB par habitant	3.2	3.4	1.9	-3.1	2.6
Les exportations de biens et services	5.8	2.8	4.8	-3.9	9.0

Diamant du développement*



Ratios économiques*





STRUCTURE de L'ÉCONOMIE

(% Du PIB)

	1991	2001	2010	2011
Agriculture	19.1	10.7	8.0	8.9
Industrie	33.1	30.0	31.1	31.3
Fabrication	19.4	18.8	18.4	18.1
Services	47.8	59.4	61.0	59.8
La dépense de consommation finale des ménages	62.4	61.2	62.5	65.5
Administrations publiques dépense de consommation finale	16.6	16.6	16.2	17.6
Les importations de biens et services	45.3	46.7	54.9	55.8

Croissance du capital et du PIB (%)



1991 2001 2010 2011

Croissance des exportations et importations (%)



1991-01 2001-11 2010 2011

(Croissance annuelle moyenne)

	1991-01	2001-11	2010	2011
Agriculture	2.5	2.5	-7.9	4.0
Industrie	4.4	30.0	4.4	2.0
Fabrication	5.9	2.9	11.6	1.3
Services	5.8	6.6	..	..
La dépense de consommation finale des ménages	4.4	4.0	2.6	-7.1
Administrations publiques dépense de consommation finale	4.6	5.2	5.1	5.8
Formation brute de capital	3.4	3.6	0.7	-3.5
Les importations de biens et services	4.5	2.2	3.8	-9.2

Note: Les données de 2011 sont des estimations préliminaires.

Ce tableau a été réalisé à partir de la base de données de l'économie du développement LDB.

* Les losanges illustrent quatre indicateurs clés du pays (en gras) par rapport à son groupe de revenu moyen.

Si les données sont manquantes, le diamant sera incomplet.

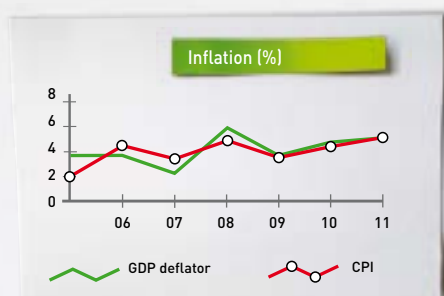
Ce programme
est financé
par l'Union européenne



Le travail de la jeunesse
en Tunisie après la Révolution

PRIX et FINANCES PUBLIQUES

	1991	2001	2010	2011
Les prix intérieurs				
<i>(Variation en%)</i>				
Prix à la consommation	8.2	1.9	4.4	5.2
Déflateur implicite du PIB	7.0	2.8	4.7	5.0
Finances publiques				
<i>(En% du PIB, inclut les dons courants)</i>				
Les recettes courantes	26.4	22.0	22.9	21.2
Solde budgétaire courant	3.0	4.2	5.1	1.0
Excédent / déficit	-5.2	-3.2	-1.2	-5.3



COMMERCE

	1991	2001	2010	2011
<i>(En millions de US \$)</i>				
Total des exportations (fob)	17,617
Carburant	2,711
Agriculture	1,461
Manufactures	11,797
Total des importations (caf)	22,054
Nourriture	1,617
Carburant et de l'énergie	2,984
Les biens d'investissement	4,719
Indice des prix des exportations (2000 = 100)
Indice des prix des importations (2000 = 100)
Période de l'échange (2000 = 100)



Ce programme est financé par l'Union européenne

Le travail de la jeunesse en Tunisie après la Révolution

BALANCE DES PAIEMENTS

	1991	2001	2010	2011
<i>(En millions de US \$)</i>				
Les exportations de biens et services	5,110	9,518	22,236	23,219
Les importations de biens et services	5,656	10,423	24,351	24,163
Solde des ressources	-545	-905	-2,115	-943
Bénéfice net	-595	-941	-2,270	-3,312
Transferts courants nets	563	983	2,267	1,742
Solde du compte courant	-577	-863	-2,118	-2,513
Items de financement (net)	475	1,118	1,926	1,254
Variations des réserves nettes	103	-255	192	1,259
Mémo:				
Réserves y compris l'or <i>(en millions de US \$)</i>	801	1,999	9,471	8,204
Le taux de conversion <i>(DEC, local / \$ US)</i>	0.9	1.4	1.4	1.4

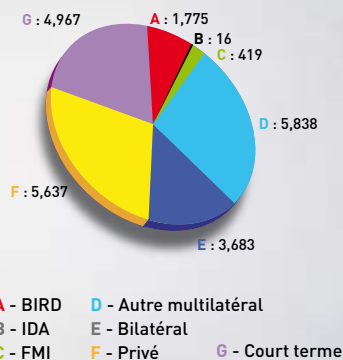
DETTE EXTÉRIEURE et FLUX DES RESSOURCES

	1991	2001	2010	2011
<i>(En millions de US \$)</i>				
La dette totale et décaissée	8,251	12,916	22,048	22,335
BIRD	1,552	1,297	1,381	1,775
IDA	58	37	18	16
Service total de la dette	1,364	1,394	2,359	2,661
BIRD	236	226	199	195
IDA	2	2	2	2
Composition des flux nets de ressources				
Dons officiels	100	94	142	..
Les créanciers officiels	509	423	636	1,313
Les créanciers privés	-167	642	-550	-904
L'investissement étranger direct (flux nets)	125	452	1,334	1,143
Balance du portefeuille (entrées nettes)	34	-15	-26	0
Programme de la Banque mondiale				
Engagements	306	328	138	592
Décaissements	297	293	234	597
Les remboursements de capital	127	148	159	153
Les flux nets	171	145	74	444
Les paiements d'intérêts	111	80	42	44
Les transferts nets	60	65	32	400

Solde du compte courant par rapport au BIP



Composition de la dette en 2011 (US\$ mill.)



Note: Ce tableau a été réalisé à partir de la base de données LDB l'économie du développement.

Ce programme est financé par l'Union européenne



Le travail de la jeunesse en Tunisie après la Révolution



Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes.



Le travail de la jeunesse en Tunisie après la Révolution



Cette publication a été réalisée et financée par l'Unité de renforcement des capacités et d'appui (RCBS-CATSAM) au programme régional Euromed Jeunesse IV, à destination des pays participant à la Politique Européenne de voisinage Sud (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Tunisie).

Le rôle du RCBS-CATSAM est de soutenir les Unités EuroMed Jeunesse (UEMJs) dans leur efforts pour assurer une mise en œuvre efficace du programme Euromed Jeunesse IV et un achèvement optimal des résultats.

Les objectifs spécifiques du RCBS-CATSAM sont les suivants:

- orientation et formation des UEMJs, des chefs de projet et des organisations,
- coordination et synergies entre les acteurs et les parties prenantes (programme européen Jeunesse en Action, Plate-forme Jeunesse Euromed, etc.),
- visibilité et communication.

Auteur:

Erik Churchill,
Consultant en développement basé en Tunisie, analyste, blogueur

Comité de rédaction:

B. Abrignani,
Directeur de projet du RCBS-CATSAM
F. Demicheli,
Chargée de Mission du Centre de ressources SALTO-JEUNESSE Euromed
M.R. Valentini,
Expert en communication du RCBS-CATSAM

Hélène BREANT,

Traduction de l'anglais au français

Directeur de la publication :

Programme Euromed Jeunesse IV financé par l'UE dans le cadre de la politique européenne de voisinage en collaboration avec le Centre de ressources SALTO-JEUNESSE EuroMed



Cette publication ne représente pas l'opinion officielle de la CE ou des institutions de l'UE. La CE n'assume aucune responsabilité quelle qu'elle soit quant à son contenu.

Le travail de la jeunesse en Tunisie après la Révolution

Le travail de jeunesse est en pleine évolution et offre de nouvelles et intéressantes perspectives pour le futur proche. Le champ du travail de jeunesse dans les pays Meda fait face à de très forts changements et le rôle des jeunes est de plus en plus important et pertinent dans la société.

Ceci est le premier numéro d'une collection publiée en plusieurs langues, intitulée : «travail de jeunesse en... » et composée de publications consacrées au travail de jeunesse dans les pays situés dans la région sud de la politique européenne de voisinage.

Cette collection vise à soutenir la coopération dans la région EuroMed en fournissant une réflexion approfondie sur les enjeux et les défis actuels pour le travail en direction des jeunes dans le contexte euro-méditerranéen.

« Le travail de jeunesse en Tunisie après la révolution » est un des résultats de la visite d'étude, organisé sous la coordination du RCBS – CATSAM (Unité régionale de renforcement des capacités et d'Appui au programme EuroMed Programme Jeunesse IV) ; intitulé « après le printemps arabe: la réalité du travail de jeunesse », qui s'est déroulé en Tunisie du 26 au Juin au 1er Juillet 2012, et qui a offert la possibilité de travailler et de réfléchir sur le travail de jeunesse et la politique après la Révolution.

Cette publication fournit :

- un aperçu sur le travail en direction des jeunes en Tunisie;
- un contexte éducatif et pédagogique du travail de jeunesse en Tunisie;
- Les défis pour les travailleurs de jeunesse après la révolution;
- des exemples de projets en direction des jeunes.

Téléchargez-le gratuitement à l'adresse : www.euromedyouth.net
et <http://www.salto-youth.net/rc/euromed/>



Cette publication ne représente pas l'opinion officielle de la CE ou des institutions de l'UE. La CE n'assume aucune responsabilité quelle qu'elle soit quant à son contenu.